

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/94

20 mai 1998

(98-2117)

CONFERENCE MINISTERIELLE

Deuxième session

Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

GUYANA

Déclaration distribuée par S.E. M. Michael Shree Chan,
Ministre du commerce, du tourisme et de l'industrie

A Singapour, j'ai dit que le Guyana était résolu à:

- promouvoir un système de commerce multilatéral ouvert, non discriminatoire, juste et équitable qui permette aux pays, et plus particulièrement aux pays en développement, d'améliorer la structure de leur économie et de relever le niveau de vie de leurs populations en favorisant un développement économique durable;
- améliorer l'accès aux marchés des produits et des services;
- promouvoir et soutenir des politiques nationales et internationales reconnaissant l'interdépendance de la croissance économique et de la protection de l'environnement; et
- encourager l'élaboration d'une politique économique mondiale qui préserve les intérêts vitaux des pays en développement, économies de dimensions réduites et vulnérables.

Le Guyana souhaite réaffirmer ces principes qui expriment tous l'essence même des Accords du Cycle d'Uruguay ainsi que l'objectif de l'Organisation mondiale du commerce.

Beaucoup a été fait depuis Singapour: nous avons conclu l'Accord sur les télécommunications de base et l'Accord sur les services financiers, et nous avons mis en oeuvre l'Accord sur les technologies de l'information. Notre système de règlement des différends fonctionne bien mais nous avons tous reconnu la nécessité de l'améliorer. Nous avons accru le nombre des Membres de l'Organisation et nous nous apprêtons à accepter de nouveaux Membres.

Ces succès de l'OMC se traduisent par sa contribution importante à la croissance économique, à l'emploi et à la stabilité dans le cadre d'une expansion et d'une libéralisation continues des échanges, et, par conséquent, à l'amélioration des niveaux de vie.

Nous avons fait beaucoup de chemin mais, il faut bien le dire, la route devant nous est encore longue. En effet, si les indicateurs au niveau mondial sont très encourageants, il est nécessaire d'examiner de plus près l'incidence de nos politiques au niveau national, surtout sur les petits pays.

Je pense plus concrètement à mon pays, le Guyana, qui a entrepris de vastes programmes d'ajustement structurel en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

./.

Nous reconnaissons la nécessité de transformer notre économie pour pouvoir tirer parti des possibilités offertes par la libéralisation du système commercial multilatéral.

Le Guyana continue, cela va sans dire, à participer au processus de libéralisation malgré les dures réalités auxquelles il doit parfois faire face. Nous devons tenir compte de l'équilibre délicat entre la mise en valeur des ressources humaines, d'une part, et la démocratie et la croissance économique, d'autre part.

L'endettement du Guyana continue à peser très lourd. Le service de la dette, en pourcentage des revenus courants, est passé de 42,6 pour cent en 1996 à 54,1 pour cent en 1997 et devrait continuer à s'accroître en 1998. La balance des paiements courants s'est dégradée d'un montant de 10,2 milliards de dollars guyaniens entre 1995 et 1997. Nous continuons à enregistrer une sortie nette des ressources financières. Nous accueillons donc avec satisfaction l'initiative des institutions financières multilatérales concernant les pays pauvres très endettés et demandons instamment que tout soit fait pour éradiquer le problème de la dette.

Le Guyana estime que l'économie des pays développés et celle des pays en développement sont indissociables. En effet, alors que le commerce s'accroît et que les niveaux de vie s'améliorent dans les pays développés, il faut que la situation progresse dans le même sens dans les pays en développement, faute de quoi le risque existerait que leurs populations se mettent à produire et à exporter des drogues vers les pays développés. Cela, nous devons l'empêcher à tout prix.

Pour conclure, alors que nous continuons à construire un village planétaire, le Guyana estime qu'il faut établir un cadre politique fondé sur le règne du droit, la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques, qui soit global et consensuel. Nous devons l'exprimer avec une ferme volonté politique.

Enfin, je voudrais me joindre aux nombreux autres participants pour vous féliciter d'avoir dirigé les débats avec beaucoup de compétence et exprimer en même temps mes remerciements sincères au gouvernement et au peuple suisses d'avoir rendu notre séjour aussi agréable que fructueux.
